

M. 12-1)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Véronique LOUWAGIE
Député de l'Orne
Conseiller général de l'Orne

Dispofi
Monsieur Gilles MANENT
Gérant
Les Portes d'Espagne – Bât. A2
99, route d'Espagne
31100 TOULOUSE

VL/VB/2013-727

L'Aigle, le 27 novembre 2013

Monsieur le Gérant,

J'ai bien reçu et pris connaissance avec attention du courrier que vous m'avez adressé en date du 21 novembre dernier et relatif aux dispositions prévues dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour l'année 2014.

J'ai noté votre vive opposition au projet gouvernemental de revenir sur le principe des clauses de désignation qui fut pourtant le choix des partenaires sociaux lors de l'accord de l'ANI du 11 janvier 2013.

Lors de l'examen de ce texte en première lecture à l'Assemblée nationale, je suis intervenue à plusieurs reprises afin d'appeler l'attention de la majorité sur la nécessité de ne pas mettre en œuvre ce dispositif et j'ai déposé avec des collègues députés des amendements visant à modifier ce dispositif injuste et contraire à l'esprit de l'accord voulu par les partenaires sociaux.

C'est pourquoi, je m'oppose à ce texte tel qu'il est présenté par le Gouvernement.

Je reste à votre disposition et vous prie de croire, Monsieur le Gérant, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Véronique LOUWAGIE